

# Le Medef pour instruire les profs d'éco

L'invitation faite par Luc Ferry aux chefs d'entreprise suscite un tollé chez les enseignants.

C'est un partenariat qui ne passe pas. Le ministère de l'Education nationale s'est entendu avec l'Institut de l'entreprise - «organe de réflexion» proche du Medef - pour que des entreprises accueillent en formation continue des professeurs d'économie afin de remédier à leur «connaissance imparfaite du monde de l'entreprise» (lire témoignage).

Pour la première fois, une «université d'automne» réunit depuis hier au lycée Louis-le-Grand, à Paris, 200 enseignants et une centai-

ne de chefs d'entreprise (Axa, Peugeot, BNP-Paribas, etc.). Thème de la rencontre: «le rôle moteur des entreprises dans la mondialisation». Objectif: permettre aux enseignants de

parler avec leurs élèves de la mondialisation, inscrite au programme en terminale.

**Opinion.** Luc Ferry a ouvert cette rencontre qui «va dans le bon sens». Une opinion que l'Association des professeurs de sciences économiques et sociales (Apses) ne partage pas du tout. Pas plus que le Snes, l'Unsa, SUD-Education et la Ligue de l'enseignement.

«L'enseignement de Sciences économiques et sociales, comme les autres disciplines scolaires, repose sur une pluralité d'approches scientifiques et n'a pas pour objet de faire la promotion d'un des acteurs économiques et sociaux à l'exclusion de tous les autres», ont-ils écrit dans un texte commun. La fédération de parents d'élèves FCPE les soutient. Et les altermondialistes d'Attac appellent à un rassemblement ce midi devant le lycée.

Luc Ferry feint de ne pas comprendre. «L'absence de lien

entre les profs d'économie et les entreprises serait bien plus étrange», estime le ministre. C'est la nature du lien qui pose problème aux organisations syndicales: «On ne sait rien du partenariat exclusif passé avec l'Institut de l'entreprise. Il ne s'agit visiblement pas d'une formation mais de lobbying», souligne l'Apses. L'un d'eux s'agace: «Tout est construit comme si nous vivions en vase clos, coupés des réalités, lisant uniquement Alternatives économiques et prônant le marxisme en classe!»

♦ MARIE-JOËLLE GROS

## «Il n'y a aucun cahier des charges»

Elise, professeure d'économie dans un lycée parisien a été durant deux mois dans une entreprise. Témoignage:

«Qu'on ne se méprenne pas: je suis demandeuse de contacts avec les entreprises. En classe, j'aborde leurs stratégies, j'aime nourrir mon cours de cas concrets. En revanche, je n'ai pas un discours forcément laudateur sur elles. Et je n'essaie pas de transmettre "l'esprit d'entreprise" aux élèves. Ce n'est pas mon rôle.

«Quand mon inspecteur d'académie m'a proposé de passer deux mois dans un groupe français, je n'ai pas hésité. Mais je me suis vite aperçue qu'il n'y avait aucun cahier des charges. L'entreprise avait pensé tout le programme, seule. Il aurait pourtant été facile de réunir en amont des profs, l'inspection d'académie et l'entreprise pour mettre au point un programme qui réponde aux attentes de tous. L'Education nationale n'avait en fait posé aucun garde-fou. J'avais beaucoup d'interrogations mais mes interlocuteurs peinaient à sortir d'une vision lisse et glorieuse de leur entreprise. Tout ça au titre de la formation continue! On ne peut pas demander à un enseignant de cadrer ses cours sur le discours qui convient aux entreprises. On n'est pas là pour ça.»

Recueilli par M.-J.G.